

Y a-t-il un espoir dans l'Union européenne ? Ou en dehors ?

Que deviennent nos espoirs de démocratie en Europe après le « coup d'Etat » contre la Grèce ? Le chemin vers cette Union européenne libérée de l'euro-libéralisme semble impossible à trouver. C'est vrai pour l'instant, surtout en raison de l'inexistence d'un mouvement social européen fort.

Felipe Van Keirsbilck (Secrétaire général de la CNE, membre du Comité de coordination de l'Alter Summit)

L'Union européenne (UE) n'est pas « l'Europe. » L'Europe ce sont des pays, des peuples avec une histoire et des modèles sociaux très avancés (mais très abîmés). L'UE, c'est une organisation politique, un système de partage des pouvoirs (économique, politique, symbolique) qui a attaqué d'abord peu à peu (dans les années 1980-90) puis, de plus en plus brutalement (surtout depuis 2010), la démocratie et l'organisation sociale européennes (dérégulation, compétitivité, concentration des richesses, privatisations...). Parler de l'UE de la même façon qu'on le faisait il y a vingt-cinq ans, aux temps où « l'Europe sociale » pouvait encore apparaître comme un espoir, même lointain, relève de l'aveuglement. L'Europe, ses peuples et ses pays, seront encore là dans un siècle (même si la mer monte ...) ; mais personne ne sait si l'UE sera encore là dans dix ans. Rien, dans les constructions politiques, n'est irréversible : mais il y a pourtant, « de l'irréversible » : on peut un jour sortir de l'euro, voire de l'UE – mais ce ne sera certainement jamais « revenir au bon vieux temps » – à supposer que le vieux temps ait été « bon » pour tout le monde...

L'objet de cet article, alimenté par l'analyse du « coup d'Etat de la BCE » du 13 juillet en Grèce et par les nombreux débats actuels sur les plans B (sommets de Paris en janvier, Madrid en février et Berlin en mai), est d'examiner la double question qui lui sert de titre. Deux questions, et non une seule, parce qu'il serait trop simple, quand on aurait montré

qu'une route est sans issue, de croire avoir prouvé qu'il suffirait de faire demi-tour : l'Histoire nous conduit parfois dans de vraies impasses : celles qui sont sans issue (ou sans issue aisée) dans les deux sens... Autrement dit, au match entre les « pro » et les « anti » sortie de l'euro (ou de l'UE), je préfère la réflexion sur ce que deviennent nos espoirs dans ces deux scénarios – entre lesquels on ne nous demandera sans doute pas de choisir, pas plus qu'on ne nous a demandé notre avis pour entrer dans l'euro ou dans l'UE...

« Y a-t-il de l'espoir ? » Mais de quel espoir s'agit-il ici ? D'un triple espoir démocratique : retrouver la base de la démocratie politique, qui est la souveraineté du peuple ; la base de la démocratie sociale, qui est une

L'enjeu essentiel est l'organisation d'un contre-pouvoir réel, aujourd'hui inexistant.

prospérité bien partagée ; et la base de la démocratie tout court, qui est la possibilité, pour des mouvements de citoyens ou de travailleurs organisés de peser sur le destin commun. Ces trois points (souveraineté, prospérité, contre-pouvoir) mériteront chacun un paragraphe, mais avant, je voudrais en consacrer un à la monnaie, et un autre à la dette, qui à elles deux soutiennent l'essentiel de la démocratie sous l'UE : soutiennent, vous l'aviez deviné j'espère, comme

le feraient ensemble, pour un pendu, la corde et la potence.

Un sixième et dernier paragraphe tentera, en situation de double impasse et d'urgence, de formuler quand même des propositions pour le mouvement social européen – ou pour les éléments dispersés qui devraient le constituer.

La monnaie, et le rôle réel de l'euro

Quelle est la différence entre la monnaie et les porte-avions nucléaires ? Les deux sont des armes essentielles de la puissance nationale... mais dans le cas des porte-avions, les citoyens le savent. Tandis que pour la monnaie, comme on en a dans sa poche, on croit qu'on sait ce que c'est. En fait, non. On connaît la monnaie comme moyen de paiement, on connaît peu – en général – sa fonction essentielle : permettre la création de crédit (et de dettes). (1)

Nos économies sont basées sur ce mécanisme. La question est : « Qui le maîtrise ? » (pour les porte-avions, jusqu'ici, c'est l'Etat...). Beaucoup de militants euro critiques pensent que c'est le passage à l'euro qui a privé les Etats de la maîtrise de leur monnaie. C'est à la fois vrai et faux. Dès les années 1970, longtemps avant l'euro, les Etats occidentaux ont commencé à donner la préférence, pour se financer, aux banques privées (voir la loi Giscard-Rothschild de 1973 en France). A partir des années 1980, et de la contre-révolution néolibérale, cette possibilité est devenue la règle. L'euro (1990) ne vient que confirmer



⇒ et « constitutionnaliser » un choix de privatiser complètement la création monétaire. Mais – c'est important pour les débats d'aujourd'hui – l'abandon aux multinationales de la finance de la « puissance monétaire » n'a pas été inventé par l'Union européenne. Cet abandon est un enjeu politique, pas « géographique » : il ne suffira pas (si c'était possible) de revenir « au bon vieux temps d'avant l'euro ». Pour que les Etats reprennent en main leur monnaie, sortir de l'euro-libéralisme est plus décisif que sortir de l'euro.

Pourquoi est-ce important ? Tout d'abord, celui qui maîtrise la monnaie a un pouvoir sur le niveau d'inflation. Une inflation très basse (voire négative comme récemment) profite aux grandes fortunes et aux créanciers, en protégeant leur capital et leurs rentes ; une inflation « suffisante » profite aux autres. Ensuite, celui qui maîtrise le taux relatif d'une monnaie (par rapport au dollar, par exemple) donne des avantages (ou des handicaps) aux acteurs qui exportent beaucoup (certaines entreprises) ou bien à ceux qui importent (les ménages, certaines entreprises). Enfin, celui qui s'auto-ampute de sa capacité de création monétaire met sa vie

entre les mains des multinationales de la finance. Car il est logique qu'un Etat soit endetté ; mais s'il perd la puissance monétaire, il ne peut plus non plus maîtriser sa dette.

La dette publique

Les économistes de droite (qui ne forment qu'environ 99% de la corporation) adorent comparer le budget d'un Etat à celui d'un ménage : « Vous comprenez bien, mes petits amis : la Belgique ne peut pas dépen-

ser plus que ce qu'elle a, c'est comme une famille qui aurait 2.000 euros de revenus et dépenserait 2.500 euros, et blabla ». Cette comparaison fait mine d'ignorer qu'à la différence d'une famille, un Etat a une assez large maîtrise sur ses revenus : il décide de sa politique fiscale, il peut « battre monnaie », et enfin il peut emprunter à long terme et à taux bas (puisque les détenteurs de capitaux savent que l'Etat sera encore là dans longtemps, et a des revenus extrêmement sûrs). Emprunter à taux bas... sauf s'il s'est auto-amputé de ses revenus fiscaux et de sa puissance monétaire, et qu'il a choisi de dépendre des « marchés ».

Donc, en principe, il est légitime qu'un Etat s'endette. Pas pour n'importe quoi, mais pour se développer, prendre soin de ses citoyens, etc. Mais toute dette n'est pas légitime : on sait de façon évidente que les dettes contractées par des tyrans pour enrichir leur famille ne doivent pas être mises à charge de leur peuple.

La question mérite d'être posée aussi pour les dettes qui ont servi à offrir des réformes fiscales aux plus riches... ou à rembourser à des taux excessifs de précédentes dettes créées par « les marchés ». Car depuis les années 80, le service des dettes publiques est une terrible machine à inégalités : les pauvres paient aux riches – c'est vrai des Etats du « Sud » qui ont remboursé quarante fois leur dette de 1980 aux grandes banques du Nord, et c'est vrai des « petits contribuables » de Belgique et d'ailleurs, qui paient des impôts pour qu'on rembourse aux grandes fortunes ce qu'elles ont bien voulu « prêter » (puisqu'elles ne devaient plus le payer en impôts – merci M. Reynders...).



« EURO-LIBERALISME » ?

La constitution de l'UE a associé des pays qui avaient acquis un « ADN » politique de fond à travers les fluctuations de leurs gouvernements successifs. La France avait par exemple une haute idée du rôle de l'Etat, y compris pour « diriger » l'économie.

A l'opposé, l'Allemagne a développé, depuis les années 30, une philosophie décrite sous le nom « d'Ordo-libéralisme » (1), née d'un double effroi historique : l'hypé-
r-inflation (la monnaie ayant perdu

toute confiance et toute valeur) et la passion politique (peur du parti communiste allemand, puis triomphe du nazisme). Les élites allemandes ont alors défendu l'idée que l'économie, et tout particulièrement la monnaie, étaient des choses beaucoup trop importantes pour être soumises aux délibérations démocratiques. Il fallait, selon elles, que des choix déterminants soient faits en dehors de la démocratie et une fois pour toutes : la concurrence comme seul

La souveraineté au temps de la mondialisation

Nous pouvons maintenant entrer dans le débat proprement dit : que nous apprend le dramatique été grec de 2015, et le coup d'Etat du 13 juillet ? Le gouvernement grec a, semble-t-il, fait le choix de ne pas rompre avec le pouvoir central (essentiellement : la BCE), en suivant une double logique. D'une part, alléger le fardeau de la dette était la priorité (donc des concessions pourraient être faites sur les autres plans, dans l'espoir qu'une fois la dette renégociée, des politiques sociales soient à nouveau possibles). D'autre part, l'idée que l'UE et l'euro zone devaient forcément accepter un minimum de négociations face à un peuple souverain et à un gouvernement renforcé (in extremis) par l'appui d'un référendum. Si Tsipras disait « non », la Troïka n'allait quand même par envoyer des tanks ?!

Mais la Troïka poursuivait un double objectif qui lui était propre : sur le plan économique, défendre coûte que coûte l'euro-libéralisme (*lire l'encadré ci-dessous*) ; et sur le plan politique, ridiculiser et anéantir un gouvernement et un parti qui tenait un discours (le « programme de Thessalonique ») clairement anti-austérité. Il n'y a donc jamais eu de négociation sur l'austérité : pour la Troïka, le minimum acceptable était 100 % de son programme (et pour punir Tsipras de son référendum, c'est 110 % qui ont été imposés à la fin). Et quand l'heure fatidique est venue, ce n'est pas l'enjeu essentiel à moyen terme de la dette qui a compté mais l'arme immédiate de la monnaie : la BCE a asphyxié les banques grecques, la Grèce n'avait aucune alternative disponible rapidement. Or l'étrangle-

ment par les banques agit très rapidement : c'est tout à coup une question de jours.

Donc, quand Jean-Claude Juncker disait, au printemps 2015 : « Il n'y a pas de vote démocratique contre les Traités européens », nous pouvons être scandalisés par ce cynisme, entendre dans cette proclamation un mépris complet pour la démocratie et pour les peuples, mais les faits montrent que, dans l'état actuel des choses, il avait raison. Les Traités qui organisent et « constitutionalisent »

échelle ? Qu'est ce qui est essentiel pour nous : la souveraineté nationale (ici, précisez SVP : belge, wallonne, francophone, ...), ou la souveraineté populaire ? Les travailleurs belges seraient-ils mieux lotis dans une Belgique « souveraine » mais enfermée dans un euro-libéralisme à petite échelle, que dans une UE un peu moins libérale ?

Bien entendu, on m'objectera que le chemin vers cette UE libérée de l'euro-libéralisme semble impossible à trouver. C'est vrai pour l'instant,

Nous ne pouvons croire que la sortie de l'euro soit une condition suffisante à la restauration de la démocratie.

l'euro-libéralisme se sont montrés plus forts qu'un vote démocratique, et l'ont annulé.

Les euro-critiques ont donc raison, sans contestation possible, de constater qu'il ne reste rien ou pas grand-chose de la souveraineté des peuples dans l'UE. « Tous les pouvoirs émanent de la nation » continue de dire la Constitution belge : mais ce beau principe ne s'applique plus, depuis au moins 24 ans (Maastricht) aux questions les plus déterminantes. Mais, là où le débat se complique, c'est quand on énonce des propositions pour sortir de ce piège. Marine Le Pen (pour choisir une proie facile) propose de retrouver la « souveraineté » en sortant de la zone euro. Mais de quelle souveraineté parle-t-elle ? Une France néolibérale, avec un « nouveau Franc » soumis aux marchés financiers serait-elle libérée de l'euro-libéralisme ? Ou la continuerait-elle simplement à son

mais à mon avis moins à cause des effroyables traités successifs que de l'inexistence d'un mouvement social européen fort. Les traités semblent inexpugnable et éternels, mais ils sont plein de failles et tiennent moins bien sur leurs bases qu'on voudrait nous le faire croire : voyez Schengen, qu'on suspend ou détourne dès qu'un Etat en a envie. Voyez les critères de Maastricht et l'interdiction de déficits au-dessus de 3 %, qui n'empêche pas les grands Etats de vivre avec les déficits qui leur conviennent... Pour moi, qu'on l'appelle « mouvement social européen » ou d'un autre nom, l'enjeu essentiel est l'organisation d'un contre-pouvoir réel, aujourd'hui inexistant.

Et cette question, qui est celle du conflit social, dépasse de loin en importance celle des souverainetés nationales. Nous ne pouvons ni croire, ni laisser croire que sortir de l'euro soit une condition suffisante à la restauration de la démocratie. Se libérer de la contrainte monétaire qui impose l'euro libéralisme est, par contre, une condition nécessaire. Mais est-ce que cela passe par une (improbable) transformation de la BCE et de l'euro ? Ou par un (difficile) retour à des monnaies nationales ? Ou encore par le développement de monnaies complémentaires, desserrant le garrot de l'euro contrôlé par une BCE privée mise au service des marchés ? (2) □

principe d'organisation de l'économie, et la protection des créanciers par la stabilité de la monnaie. D'où le dogme des banques centrales (dans le temps on disait « nationales »...) indépendantes. Indépendantes de qui ? Du gouvernement élu par le peuple. Donc dépendantes de qui ?... des « marchés financiers » c'est-à-dire des grandes banques privées et des multinationales (qui sont des acteurs financiers autant que les banques).

Je propose d'appeler « Euro-libéralisme » le régime politique né du « compromis historique »

Mitterrand-Kohl, acceptant la réunification allemande en échange de la conversion (radicale) de la France à l'ordo-libéralisme, qui est la vraie naissance de l'euro. Bien plus qu'une « monnaie unique » (qu'on a dans nos poches), c'était une « politique monétaire unique » qui a été adoptée sur ce plan : l'Europe est, sur ce plan essentiel, devenue allemande et la naissance de l'euro a fait de l'ordo-libéralisme notre nouvelle constitution non écrite : l'euro-libéralisme.

(1) Lire par exemple : www.monde-diplomatique.fr/2015/08/DENORD/53518

(1) Voir le film *Money as Debt* – www.moneyasdebt.net/

(2) A suivre dans le prochain numéro d'*Ensemble !* : « Construction d'un contre-pouvoir européen : on laisse tomber ? »